



octobre 2018

Lettre n°06----- Eté - Automne 2018

Résumé

{Les Objectifs de Développement Durable (ODD) : le grand écart entre intentions et actions }

Voilà maintenant trois ans qu'en septembre 2015 193 pays se sont engagés - lors d'un Sommet des Nations Unies - à respecter 17 grands objectifs du développement durable définis dans le cadre d'un agenda mondial à l'horizon 2030. Un peu plus de deux décennies après la Conférence de Rio, et suite à une initiative prise à RIO+20, toute la communauté internationale a accepté de s'inscrire dans une démarche couvrant l'ensemble des dimensions du développement durable - écologique, économique et sociale. Par son souci de précision - avec ses 17 objectifs, ses 169 cibles et ses 244 indicateurs - l'Agenda 2030 fournit désormais à priori le référentiel international dont les politiques de développement durable avaient besoin, un référentiel qui s'applique à tous les niveaux, du plus local à la planète toute entière.

[Lire la suite...](#)

Texte

Quinze ans auparavant les Nations Unies avaient lancé une autre stratégie - également pour 15 ans mais ciblée sur les pays du Sud - avec un nombre beaucoup plus limité d'objectifs - les 8 objectifs du « millénaire pour le développement » (OMD) : la lutte contre la faim, les maladies infectieuses et la mortalité infantile, l'accès à l'éducation primaire, l'égalité homme femme, la réduction de la grande pauvreté, l'augmentation de l'aide au développement, auxquels on avait ajouté le développement durable, envisagé surtout comme l'accès à l'eau et à un environnement sain. En passant de 8 à 17 objectifs on est parvenu à une stratégie beaucoup plus complète et cohérente en matière de développement durable et qui a, désormais, le mérite d'être universelle. Mais certains se sont à juste titre inquiétés de l'ambition démesurée du cadre d'action proposé et du risque, qu'à force de vouloir tout couvrir, il reste finalement inopérant - à l'inverse de la stratégie précédente. Des questions ont aussi été posées sur la pertinence d'objectifs s'imposant de manière commune à des Etats ayant des niveaux de développement qui n'ont absolument rien à voir les uns avec les autres.

Malgré ces inquiétudes légitimes, les ODD ont cependant un très grand atout : celui d'offrir aujourd'hui un cadre commun relativement clair pour s'approprier plus concrètement le développement durable - ce qui commence, en effet, à être fait dans l'éducation, les politiques publiques, les systèmes d'information, les entreprises, les négociations internationales, mais aussi

les actions locales et citoyennes. Toute une dynamique d'appropriation - à laquelle participe activement 4D - s'est mise en route depuis 2017 - et la publication dans l'Encyclopédie de l'article de Marc Darras sur les ODD s'inscrit dans ce mouvement. On peut en attendre à la fois une plus grande mobilisation sur certains thèmes écartés du débat public, et une meilleure cohérence dans les politiques de développement durable - les Agendas 21, les plans climat énergie etc. Il ne faudrait pas cependant que cela vienne se substituer à la nécessité de véritables stratégies d'action - dont la démission récente de Nicolas Hulot a montré à la fois les lacunes actuelles, les obstacles et l'urgence absolue. Les ODD peuvent être un bon outil de sensibilisation et d'implication, mais, au-delà des objectifs, nous avons également besoin de savoir COMMENT engager rapidement les actions ou accélérer les transformations sans lesquelles la transition écologique et solidaire sera un échec et les « catastrophes » redoutées en matière de climat, de biodiversité, de migrations, d'explosion des inégalités, inévitables. Entre d'un côté les bonnes intentions et, de l'autre, la lenteur des actions et la montée inexorable dans le monde des risques écologiques, des bouleversements démographiques ou économiques, de la xénophobie et de l'intolérance, l'écart ne fait en effet que croître. Sans nier le besoin d'objectifs clairs, Il faut rappeler que le développement durable est d'abord une question de moyens, de compréhension des urgences et de définition de priorités - autant que de cohérence globale. Sur ce terrain-là aussi, comme sur les ODD, la mobilisation de tous sera indispensable et l'Encyclopédie y contribuera à sa manière, comme elle l'a fait depuis dix ans.

Les principales contributions de l'Encyclopédie du développement durable aux thèmes proposés par les ODD portent sur les objectifs :

- ☐ faim zéro,
- ☐ bonne santé et bien-être,
- ☐ eau propre et assainissement,
- ☐ énergie propre et d'un coût abordable,
- ☐ travail décent et croissance économique,
- ☐ villes et communautés durables,
- ☐ consommation et production responsables,
- ☐ changement climatique.

Les derniers articles publiés répondant quant à eux aux ODD : ☐ faim zéro , ☐ eau propre et assainissement et ☐ énergie propre et d'un coût abordable .

Mais certains ODD n'ont été abordés que par peu, ou pas, d'articles (océans notamment) et peu d'entre eux abordent les questions posées dans les pays en développement. Un appel à contributions est donc lancé auprès de nos lecteurs, auteurs potentiels.

°O°

A lire : les derniers articles mis en ligne

Marc Darras : [Les objectifs du développement durable \(ODD\) : Outils d'une stratégie mondiale à l'horizon 2030](#) (oct. 2018)

L'Agenda 2030 pour le développement durable est un texte fort sur lequel les Etats se sont formellement engagés. 169 cibles d'actions prioritaires sont regroupées en 17 grandes thématiques dénommées les Objectifs de développement durable. Trois niveaux de mise en œuvre : international, national, et local. Des indicateurs doivent en assurer le suivi. Cependant, les Etats n'ont, en général, pas encore pris les mesures nécessaires à une mise en œuvre cohérente, avec l'ensemble des acteurs et des contresens se font jour à la suite de présentations simplistes qui négligent la complexité du monde.

Gilles Pison : [Les perspectives démographiques mondiales.](#) (sept.2018)

La population mondiale a franchi le seuil de 7 milliards en 2011 et devrait atteindre 8 milliards vers 2023. La croissance démographique décélère pourtant : ayant atteint un maximum de plus de 2% par an il y a cinquante ans, elle a diminué de moitié depuis (1,1% en 2018) et devrait continuer de baisser jusqu'à la quasi stabilisation de la population mondiale dans un siècle autour de 11 milliards d'habitants. L'un des grands changements à venir est le formidable accroissement de la population de l'Afrique qui, Afrique du Nord comprise, pourrait quadrupler d'ici un siècle, passant d'un milliard d'habitants en 2010 à 4,5 milliards en 2100.

VaiaTuhia, Jean Luc Redaud : [Réinventer l'eau en ville](#) (avr.2018) , compte- rendu d'une conférence (12/2016)

L'eau dans la ville n'est pas qu'une affaire de spécialistes de l'hydraulique ou des pollutions mais aussi celle d'urbanistes, écologues ou gestionnaires d'espaces verts. Cet article illustre les enseignements d'opérations menées en Région Parisienne au sein d'un programme de recherche multidisciplinaire mené par 4D qui est une occasion de revisiter la gestion de l'eau dans la ville.

Panel d'experts de haut niveau du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) : [Nutrition et Systèmes alimentaires.](#) (mars 2018)

L'article est adapté du résumé du rapport sur la nutrition et les systèmes alimentaires paru en septembre 2017 qui vise à analyser quelle est l'influence des systèmes alimentaires sur les modes d'alimentation et les résultats nutritionnels. Il s'intègre dans les objectifs de développement durable (ODD). Il montre les multiples difficultés engendrées par la malnutrition, classifie les types de systèmes alimentaires rencontrés dans le monde et présente leurs évolutions possibles et les facteurs déterminants qui influent sur ces changements.

Henri Boyé, Jean Denègre : [Etat et perspectives de développement des Energies renouvelables \(EnR\) dans le monde, en Europe et en France](#) (juin 2018)

L'article présente les diverses énergies renouvelables, l'état de leur développement, dans le monde, en Europe et en France, Neuf catégories d'EnR sont abordées : le bois-énergie (biomasse physique), les biocarburants et le biogaz (et les déchets renouvelables), l'hydroélectricité, l'électricité éolienne, l'électricité solaire photovoltaïque, l'énergie solaire thermique, l'énergie solaire à concentration (ou thermodynamique), l'énergie géothermique, l'énergie des pompes à chaleur, les énergies « marines ».

Des correspondants :

L'Académie de l'Eau (<http://academie-eau.org/fr>) a été créée en 1993 à l'initiative du Ministère de l'Environnement et des six Comités de bassins français. C'est une structure de réflexion et de proposition pluridisciplinaire, intersectorielle et prospective sur les divers aspects de la gestion des ressources et des multiples usages de l'eau, en France, en Europe et à l'international. Elle a pour objet de valoriser le patrimoine-eau et de contribuer à la prise de décisions. Elle se veut le reflet des exigences de la société sur l'eau dans un cadre de développement durable.

Le Fonds français pour l'alimentation et la santé (FFAS) a pour mission l'étude et la mise en valeur d'une alimentation source de plaisir et de santé. Il se veut un lieu d'échange et de mutualisation des forces, des connaissances et expertises de toutes les parties prenantes : chercheurs, pouvoirs publics, institutions, industries... Ses actions consistent à mettre des données scientifiques à disposition du public pour objectiver les enjeux liés à l'alimentation et les débats sur l'alimentation ; établir des états des lieux de la connaissance scientifique et repérer éventuellement les études complémentaires nécessaires ; financer des recherches et expérimentations, lorsque les connaissances disponibles sont insuffisantes ; engager ou soutenir des actions concrètes de terrain pour favoriser des comportements et modes de vie favorables à la santé.

Lire également dans l'encyclopédie

*